



## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourismses, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO, Rabii YOUSSEUS.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Adhésion à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU) - Désignation de représentant - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La ville est devenue aujourd'hui un des premiers espaces de fréquentation de la destination France en nombre de séjours, le premier pour les clientèles internationales. Le tourisme en ville, créateur de richesse et d'emplois, favorise un tourisme durable, tout au long de l'année, et reparti sur les territoires. C'est un tourisme de participation et d'échanges, qui remet l'habitant au cœur du développement.

Montpellier, 7ème ville de France et 3ème ville de congrès en France (Classement ICCA 2016) structure, dans le cadre de *Montpellier Territoires, une Métropole productive*, son armature urbaine au cœur du Grand Parc Métropolitain. Cette vaste démarche prospective sur l'avenir de Montpellier Méditerranée Métropole vise à identifier les enjeux et les facteurs d'évolutions à court, moyen et long terme afin de permettre au territoire de maintenir et développer son attractivité.

Dans cette même logique, il convient de s'assurer du développement du tourisme urbain à destination de la Métropole par la mise en œuvre d'une stratégie innovante visant à mobiliser les ressources pour déployer des activités, et gagner en visibilité dans un secteur ultra-concurrentiel.

En ce sens, il apparaît opportun de pouvoir s'appuyer sur des réseaux de professionnels et d'experts, comme notamment la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU).

La CNPTU est une fédération de collectivités locales (villes et/ou structures intercommunales) créée en 1989, à la suite des premières Assises Nationales du Tourisme Urbain de Rennes. Elle regroupe à ce jour 26 membres et se veut être l'institution représentative du tourisme urbain. C'est une instance qui permet aux élus et techniciens en charge du tourisme de se retrouver pour échanger sur les problématiques liées au tourisme urbain et à son évolution dans un contexte en pleine mutation.

Il est donc proposé d'adhérer à la CNPTU au titre de l'année 2018.  
Le montant de la cotisation est estimé à 4000 €.

Par ailleurs, il est proposé de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropoles pour siéger au sein de l'Assemblée Générale de la Conférence.

Le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Il propose la candidature de Mme Véronique PEREZ.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à adhérer à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain,
- désigner Mme Véronique PEREZ en qualité de représentante de la Métropole au sein de l'Assemblée Générale de la Conférence et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-45461-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.